



Communiqué de presse de l'Alliance contre l'initiative sur l'alimentation du 14 octobre 2025

## Décision raisonnable : la CER-N ne veut pas d'un diktat vegan

**La Commission de l'économie et des redevances du Conseil national a examiné l'initiative sur l'alimentation. Elle propose à son conseil de la rejeter sans contre-projet. L'Alliance contre l'initiative sur l'alimentation se félicite de cette décision. L'initiative est contre-productive et déconnectée de la réalité : pour atteindre l'objectif visé, la Confédération devrait instaurer un diktat vegan généralisé.**

L'examen de l'initiative sur l'alimentation a commencé au Parlement. La Commission de l'économie et des redevances du Conseil national a été la première à délibérer. Au terme d'une audition, elle a décidé de recommander à son conseil de rejeter l'initiative sans lui opposer de contre-projet. L'Alliance contre l'initiative sur l'alimentation qualifie cette décision de mûrement réfléchie. En effet, l'initiative poursuit l'objectif irréaliste d'un taux d'auto-provisionnement net de 70 %. Or, l'atteinte de cet objectif ne serait possible que par l'ingérence de la Confédération dans les habitudes de consommation de la population. Cette dernière devrait alors surtout se passer d'aliments d'origine animale et donc privilégier une alimentation végétalienne. Cependant, comme l'initiative ne propose pas de solution permettant d'ajuster les habitudes de consommation, il faudrait que la Confédération édicte des prescriptions alimentaires et donc instaure un diktat vegan généralisé, avec une offre prédéfinie dans la production, la transformation, le commerce et la restauration.

L'alimentation exclusivement végétale ne correspond pas aux comportements alimentaires actuels et n'est pas non plus judicieuse dans l'optique d'une agriculture adaptée au site et de cycles fermés des éléments fertilisants. Les nombreuses surfaces herbagères que compte la Suisse ne servent à l'alimentation humaine que par le biais de l'élevage. Le fumier et le lisier sont en outre des engrais nécessaires à la culture des végétaux et à la fertilité des sols. L'initiative sur l'alimentation comporte aussi de nouvelles exigences, notamment en ce qui concerne les semences. En cas d'acceptation, ces exigences réduiraient le potentiel de production des cultures végétales et renchériraient les denrées alimentaires indigènes. En conséquence, le tourisme d'achat se verrait renforcé et le secteur alimentaire suisse perdrait des parts de marché.

Il convient enfin de souligner que le secteur agricole et alimentaire est en pleine mutation et que de nombreuses mesures d'optimisation sont déjà en cours. L'initiative sur l'alimentation est donc non seulement contre-productive et irréaliste, mais aussi inutile.

### *Renseignements :*

*Martin Rufer, directeur de l'Union suisse des paysans, [martin.rufer@sbv-usp.ch](mailto:martin.rufer@sbv-usp.ch), tél. 078 803 45 54*

*Michel Darbellay, directeur adjoint de l'Union suisse des paysans, [michel.darbellay@sbv-usp.ch](mailto:michel.darbellay@sbv-usp.ch), tél. 078 801 16 91*

*Dagmar Jenni, directrice de SWISS RETAIL FEDERATION, [daqmar.jenni@swiss-retail.ch](mailto:daqmar.jenni@swiss-retail.ch), tél. 031 312 40 40*

*Beat Imhof, président de GastroSuisse, [beat.imhof@gastrosuisse.ch](mailto:beat.imhof@gastrosuisse.ch), tél. 079 773 29 15*

*[www.initiative-alimentation-non.ch](http://www.initiative-alimentation-non.ch)*